

1989, chapitre 56

## LOI MODIFIANT LA LOI SUR LES ÉLECTIONS ET LES RÉFÉRENDUMS DANS LES MUNICIPALITÉS ET D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

---

### **Projet de loi 147**

présenté par M. Pierre Paradis, ministre des Affaires municipales

Présenté le 15 mai 1989

Principe adopté le 25 mai 1989

Adopté le 22 juin 1989

**Sanctionné le 22 juin 1989**

---

**Entrée en vigueur: le 22 juin 1989**

---

### **Lois modifiées:**

Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19)

Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1)

Loi sur la Communauté régionale de l'Outaouais (L.R.Q., chapitre C-37.1)

Loi sur la Communauté urbaine de Montréal (L.R.Q., chapitre C-37.2)

Loi sur la Communauté urbaine de Québec (L.R.Q., chapitre C-37.3)

Loi sur les corporations municipales et intermunicipales de transport (L.R.Q., chapitre C-70)

Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (L.R.Q., chapitre E-2.2)

Loi sur le traitement des élus municipaux (1988, chapitre 30)

Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (1988, chapitre 85)







## CHAPITRE 56

### Loi modifiant la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et d'autres dispositions législatives

[Sanctionnée le 22 juin 1989]

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

#### LOI SUR LES ÉLECTIONS ET LES RÉFÉRENDUMS DANS LES MUNICIPALITÉS

c. E-2.2,  
a. 67, mod.

**1.** L'article 67 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (L.R.Q., chapitre E-2.2) est modifié:

1° par la suppression, dans les deuxième et troisième lignes, des mots « non ouvert aux candidatures au sein de ce conseil ou un poste »;

2° par l'addition de l'alinéa suivant:

Inéligibilité

« Est également inéligible à un poste de membre du conseil de la municipalité toute personne qui occupe un autre poste au sein de ce conseil, sauf dans le cas d'une élection lors de laquelle le poste qu'elle occupe est ouvert aux candidatures ou cesse d'exister. ».

c. E-2.2,  
a. 305, mod.

**2.** L'article 305 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement, dans la troisième ligne du paragraphe 2°, du mot « officier » par le mot « dirigeant »;

2° par l'insertion, après le paragraphe 2°, du suivant:

« 2.1° l'intérêt de la personne consiste dans le fait qu'elle est membre, administrateur ou dirigeant d'un autre organisme municipal, d'un organisme public au sens de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., chapitre A-2.1), d'un organisme à but non lucratif ou d'un organisme dont la loi prévoit que cette personne doit être membre,

administrateur ou dirigeant en tant que membre du conseil de la municipalité ou de l'organisme municipal; ».

c. E-2.2,  
a. 314, mod. **3.** L'article 314 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par les suivants:

Fin du mandat « Le mandat du titulaire d'un poste de conseiller expire au moment où le candidat élu à ce poste lors de l'élection régulière prête le serment ou, en cas de défaut, à l'expiration du délai fixé pour ce faire.

Fin du mandat Toutefois, lorsque le titulaire d'un poste est candidat à un autre poste lors d'une élection régulière, son mandat expire dès que le candidat élu à l'un ou à l'autre de ces postes prête le serment ou, en cas de défaut, à l'expiration du délai fixé pour ce faire. ».

c. E-2.2,  
aa. 314.1 et  
314.2, aj. **4.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 314, des suivants:

Début du mandat « **314.1** Malgré les articles 313 et 314, lorsqu'un changement relatif à la composition du conseil et mentionné au troisième alinéa prend effet à l'occasion d'une élection régulière:

1° le mandat d'un candidat élu à un poste de conseiller ouvert aux candidatures lors de cette élection commence, selon la dernière des échéances:

a) soit au moment où il prête le serment;

b) soit au moment où la majorité des candidats élus à un tel poste a prêté le serment;

2° le mandat de tous les conseillers dont le poste est ouvert aux candidatures ou cesse d'exister lors de cette élection expire au moment visé au sous-paragraphe b du paragraphe 1°.

Début du mandat Toutefois, si la majorité des candidats élus à un poste de conseiller ouvert aux candidatures lors de l'élection n'a pas prêté le serment avant le trente-cinquième jour qui suit celui du scrutin, le mandat d'un tel candidat qui a alors prêté le serment commence au début de ce jour et celui des conseillers visés au paragraphe 2° du premier alinéa expire au même moment.

Change-  
ments  
à la  
composition  
du conseil Les changements relatifs à la composition du conseil qui donnent lieu à l'application du premier ou du deuxième alinéa sont les suivants:

1° la diminution du nombre de postes numérotés de conseiller;

2° le début ou la fin de la division du territoire aux fins électorales;

3° le remplacement d'une division du territoire en quartiers par une division en districts électoraux;

4° la modification des limites de l'un ou l'autre des districts électoraux.

Avis  
relatif  
au mandat

Le greffier ou secrétaire-trésorier donne à toute personne visée au présent article un avis écrit de la date du début ou de l'expiration de son mandat.

Interven-  
tion en  
cas de  
force  
majeure

« **314.2** Au cours de la période qui commence à 16h30 le vingt-troisième jour précédant celui fixé pour le scrutin d'une élection régulière et qui se termine au moment où la majorité des candidats élus à un poste de conseiller ouvert aux candidatures lors de cette élection a prêté le serment, le conseil ne peut siéger que si survient un cas de force majeure nécessitant son intervention. Les délibérations lors de cette séance ne peuvent porter que sur ce cas.

Assermenta-  
tion tardive

Si la majorité des candidats élus à un poste de conseiller ouvert aux candidatures lors de l'élection n'a pas prêté le serment avant le trente-cinquième jour qui suit celui du scrutin, les dispositions prévues au premier alinéa cessent de s'appliquer au début de ce jour. ».

c. E-2.2,  
a. 334,  
remp.  
Vacance  
d'un poste

**5.** L'article 334 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **334.** Le présent chapitre ne s'applique pas à la vacance d'un poste qui, par l'application du troisième alinéa de l'article 314 ou par celle de l'article 314.1, existe entre l'expiration du mandat survenue après l'élection régulière à ce poste et le début du mandat du candidat élu lors de celle-ci. ».

#### LOI SUR LES CITÉS ET VILLES

c. C-19,  
a. 1, mod.

**6.** L'article 1 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19), modifié par l'article 230 du chapitre 19 des lois de 1988, est de nouveau modifié par le remplacement, dans la quatrième ligne du paragraphe *d* du premier alinéa, du nombre « 232 » par le nombre « 235 ».

c. C-19,  
a. 468.23,  
mod.

**7.** L'article 468.23 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les troisième, quatrième et cinquième lignes du deuxième alinéa,

des mots « pendant ou après laquelle survient cette expiration, selon qu'il s'agit d'un conseiller ou d'un maire, » par les mots « après laquelle survient cette expiration ».

## CODE MUNICIPAL DU QUÉBEC

c. C-27.1,  
a. 592, mod.

**8.** L'article 592 du Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1) est modifié par le remplacement, dans les troisième, quatrième et cinquième lignes du deuxième alinéa, des mots « pendant ou après laquelle survient cette expiration, selon qu'il s'agit d'un conseiller ou d'un maire, » par les mots « après laquelle survient cette expiration ».

## LOI SUR LA COMMUNAUTÉ RÉGIONALE DE L'OUTAOUAIS

c. C-37.1,  
a. 11, mod.

**9.** L'article 11 de la Loi sur la Communauté régionale de l'Outaouais (L.R.Q., chapitre C-37.1) est modifié par le remplacement, dans les quatrième et cinquième lignes du troisième alinéa, des mots « pendant ou après laquelle survient cette expiration, selon qu'il s'agit d'un conseiller ou d'un maire » par les mots « après laquelle survient cette expiration ».

c. C-37.1,  
a. 63.3, mod.

**10.** L'article 63.3 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les quatrième et cinquième lignes du troisième alinéa, des mots « pendant ou après laquelle survient cette expiration, selon qu'il s'agit d'un conseiller ou d'un maire, » par les mots « après laquelle survient cette expiration ».

## LOI SUR LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE MONTRÉAL

c. C-37.2,  
a. 82.4, mod.

**11.** L'article 82.4 de la Loi sur la Communauté urbaine de Montréal (L.R.Q., chapitre C-37.2) est modifié par le remplacement, dans les quatrième et cinquième lignes du troisième alinéa, des mots « pendant ou après laquelle survient cette expiration, selon qu'il s'agit d'un conseiller ou d'un maire » par les mots « après laquelle survient cette expiration ».

c. C-37.2,  
a. 101.1,  
mod.

**12.** L'article 101.1 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les quatrième et cinquième lignes du troisième alinéa, des mots « pendant ou après laquelle survient cette expiration, selon qu'il s'agit d'un conseiller ou d'un maire » par les mots « après laquelle survient cette expiration ».

## LOI SUR LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE QUÉBEC

c. C-37.3,  
a. 69.3, mod.

**13.** L'article 69.3 de la Loi sur la Communauté urbaine de Québec (L.R.Q., chapitre C-37.3) est modifié par le remplacement, dans les quatrième et cinquième lignes du troisième alinéa, des mots « pendant ou après laquelle survient cette expiration, selon qu'il s'agit d'un conseiller ou d'un maire » par les mots « après laquelle survient cette expiration ».

## LOI SUR LES CORPORATIONS MUNICIPALES ET INTERMUNICIPALES DE TRANSPORT

c. C-70,  
a. 14, mod.

**14.** L'article 14 de la Loi sur les corporations municipales et intermunicipales de transport (L.R.Q., chapitre C-70) est modifié par le remplacement, dans les troisième et quatrième lignes du deuxième alinéa, des mots « pendant ou après laquelle survient cette expiration, selon qu'il s'agit d'un conseiller ou d'un maire, » par les mots « après laquelle survient cette expiration ».

## LOI SUR LE TRAITEMENT DES ÉLUS MUNICIPAUX

1988, c. 30,  
a. 64, mod.

**15.** L'article 64 de la Loi sur le traitement des élus municipaux (1988, chapitre 30) est modifié par le remplacement, dans les troisième et quatrième lignes du deuxième alinéa, des mots « pendant ou après laquelle survient cette expiration, selon qu'il s'agit d'un conseiller ou d'un maire, » par les mots « après laquelle survient cette expiration ».

## LOI SUR LE RÉGIME DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

1988, c. 85,  
a. 22, mod.

**16.** L'article 22 de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (1988, chapitre 85) est modifié par le remplacement, dans les deuxième et troisième lignes, des mots « conseiller d'une municipalité à l'expiration de son mandat pourvu qu'elle ait été réélue lors de l'élection pendant » par les mots « membre du conseil d'une municipalité à l'expiration de son mandat pourvu qu'elle ait été réélue lors de l'élection après ».

## DISPOSITIONS DIVERSES, TRANSITOIRES ET FINALES

Publication  
par le  
ministre

**17.** Le ministre des Affaires municipales peut, avant le 1<sup>er</sup> janvier 1991, publier à la *Gazette officielle du Québec* une liste des municipalités dont le conseil a adopté avant le 1<sup>er</sup> janvier 1988 le règlement prévu à l'article 867 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités sans que ce règlement ne soit mis en vigueur avant cette date.

Approbation  
présumée

Pour l'application des articles 2 et 868 de cette loi, le règlement d'une municipalité visée au premier alinéa est réputé avoir été approuvé par le ministre et être entré en vigueur le 31 décembre 1987.

Renvoi

Un renvoi au présent article doit être fait, dans le livre des règlements de la municipalité, en marge du règlement visé au premier alinéa.

Effet  
rétroactif

**18.** L'article 2 a effet depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1988 et l'article 6 depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1989.

Cause  
pendante

Cette rétroactivité n'affecte pas une cause pendante au 15 mai 1989.

Entrée en  
vigueur

**19.** La présente loi entre en vigueur le 22 juin 1989.